

Bruxelles, un cas de non-assistance à Région en danger

Le Soir – Bernard Demonty - 10/01/2025

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lesoir.be/647332/article/2025-01-10/bruxelles-un-cas-de-non-assistance-region-en-danger>

Hors les projecteurs, les négociations bruxelloises sont bloquées depuis début décembre. Entre antagonismes politiques tous azimuts, revendications extrêmes et refus pur et simple de négocier, la situation devient inextricable. Le monde politique porte une lourde responsabilité.

Leisterh (MR), Ahmed Laaouej (PS), Christophe De Beukelaer (Les Engagés), Ans Persoons (Vooruit), Sven Gatz (Open VLD) et Elke Van den Brandt (Groen) sont officiellement en négociations pour le gouvernement bruxellois. Tout à droite, Benjamin Dalle (CD&V) n'est toujours pas négociateur à ce stade.

A Bruxelles, il est parfaitement possible de ne rien faire, ou presque, sans que ça se remarque. Et c'est exactement ce qui se passe.

Le PS, incontournable pour former une majorité et qui le sait, a quitté les négociations depuis le 2 décembre et ouvert un vide qui donne le vertige. Le sac de nœuds est épais : le PS ne veut pas de la N-VA, les libéraux et les socialistes sont censés se parler mais s'invectivent ou se provoquent à peu près sur tous les dossiers sensibles de l'actualité bruxelloise.

Puis il y a cet autre monstre, que l'on espérait ne pas voir surgir à nouveau dans ce contexte, les problèmes communautaires, sur lesquels nous proposons aujourd'hui un éclairage approfondi. Les partis flamands ont ressorti du placard leurs vieilles revendications, quitte à souffler sur des braises déjà très vives. Ces formations demandent rien de moins que la fusion des dix-neuf communes, des CPAS, des zones de police et la régionalisation des intercommunales. Autant de revendications historiquement et notoirement imbuvables pour les francophones, et, à ce titre, provocatrices alors qu'on sait que la fragmentation politique résultant des élections rend le terrain déjà délicat.

De l'autre côté, les francophones sont hantés par le risque d'une perte de pouvoir des communes au profit de la Région, où les Flamands bénéficient d'une représentation garantie. Toute réforme du fonctionnement des communes, des CPAS, des zones de police ou des intercommunales est lue comme une tentative flamande de conquérir Bruxelles et d'y acquérir un poids démesuré par rapport à la démographie de la capitale. Là aussi, le plus simple est de ne rien changer. Ne peut-on s'interroger sur le fonctionnement des CPAS ? Sur la dispersion des moyens ? Sur les inégalités fiscales entre communes ? Sur la multiplication des mandats ? Sur la manière de sauver Vivaqua au bord du gouffre aux dires de sa propre direction ? Non, on ne peut pas.

Voici donc la capitale de l'Europe aux mains de mandataires politiques, aiguillonnés parfois par leurs états-majors nationaux, qui font le choix de la démission, du refus pur et simple du compromis ou même de la négociation. La dette, les problèmes de sécurité, de mobilité, de drogue, de logement, l'impatience de toutes les administrations et ASBL bruxelloises en attente d'un gouvernement de plein exercice, ça attendra.

Si les décideurs bruxellois, légitimement attachés à leur autonomie et leurs spécificités ne se reprennent pas, d'autres interviendront. Le fédéral et ses mandataires très flamands, très wallons et très peu bruxellois. Ou les marchés financiers. Triste abandon.